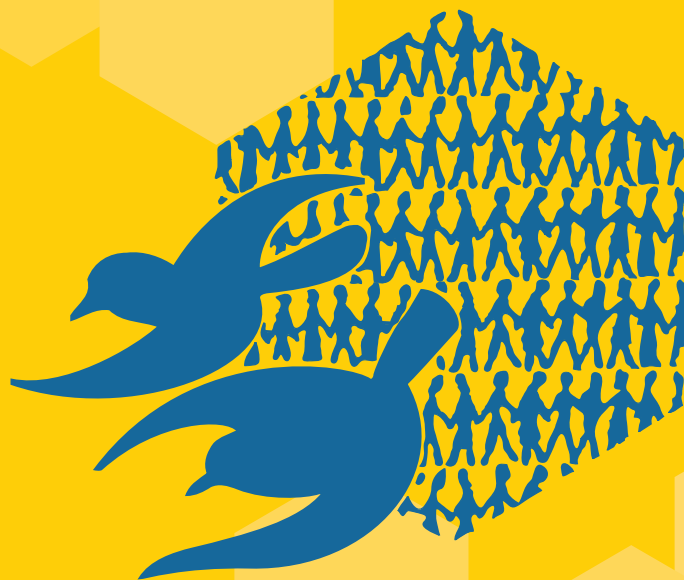


# POPULATION ET TRAVAIL

## Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro  
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)  
<http://www.aidelf.org> – Courriel : [aidelf-colloque2006@ined.fr](mailto:aidelf-colloque2006@ined.fr)

# Comment mesurer les activités productives des populations dans les pays sous ajustement structurel économiques : l'exemple du Cameroun

---

**Samuel KELODJOUE**

Institut National de la Statistique (INS) et Université de Dschang

## Introduction

Dans bon nombre des pays africains, les systèmes de planification économique et sociale étaient autrefois les premiers demandeurs et utilisateurs de l'information sur l'activité de la population, et les dispositifs statistiques se sont souvent développés sous la tutelle des Ministères du Plan, et en réponse à ses besoins. Les années 80 puis 90 vont voir subitement les préoccupations de court terme prendre le pas sur les prévisions à moyen et long terme et les « ajustements économiques » successifs supplanter la planification. Il en a résulté une dégradation des systèmes d'information statistiques en général et plus particulièrement celles concernant l'emploi qui ne trouvaient plus preneurs pour leurs « produits » et qui n'apparaissaient plus ni prioritaires, ni immédiatement productifs. Cette dégradation s'est d'avantage ressentie au niveau conceptuel et méthodologique tant et si bien que les comparaisons des indicateurs de l'activité économique des populations des pays en crise au niveau international est devenu un exercice peu recommandable.

Au Cameroun, la conjonction d'un environnement international durablement défavorable, de mesures de stabilisation et l'effort de restructuration productive de l'économie à travers les Programmes d'Ajustement Structurelle (PAS) a surtout conduit à une dépression de l'activité économique. Une telle involution s'est nécessairement répercutée d'avantage sur l'activité économique des populations et les conditions de vie des ménages. La conséquence sur le marché du travail a été le développement du chômage de type Keynésien.

Il existe en effet aujourd'hui au Cameroun, une convergence pour témoigner d'une montée du chômage que malheureusement les instruments de collecte existant tardent ou ne parviennent pas à appréhender correctement.

Le but de cette étude est de ce fait triple : d'abord, identifier les sources démographiques de la mesure de l'activité de la population au Cameroun, ensuite analyser la variation des concepts et des méthodes ayant présidées à leur réalisation. Et enfin ressortir les répercussions de la crise et des programmes d'ajustements économiques successifs sur la manière d'appréhender les concepts de population active, population occupée, chômage du sous emploi et du Secteur informel.

Pour cela, il s'agit successivement de :

- montrer en quoi le choc de la crise économique et sa thérapie ont pesé sur la conjoncture démographique et sur la participation à l'activité économique de la population au Cameroun ;
- revisiter les méthodologies des sources démographiques sur la population active et les enquêtes sur l'emploi qui ont été menées pendant cette période de crise économique ;
- montrer les répercussions de la crise et des programmes d'ajustements économiques successifs sur les variations conceptuelles intervenues au cours des vingt dernières années et leur incidence sur les taux d'activité, de chômage et la population active féminine.

## 1. Les déterminants de l'activité de la population

### 1.1 Situation socio-démographique

Évaluée à 10 500 000 habitants en 1987, la population du Cameroun a été estimée à 15 472 551 habitants en 2001. Cette population croît au rythme de 2,89% par an.

La structure jeune de cette population observée depuis 1987, s'est quasiment maintenue au niveau national comme dans toutes les provinces du pays au cours des vingt dernières années. La proportion des moins de 15 ans est ainsi restée calée autour de 45%. La fécondité tout en montrant un fléchissement continue d'être élevée avec un Indice Synthétique de la fécondité (ISF) toujours autour de 5 enfants. (EDSC III, 2004)

De même on note un fort taux d'urbanisation qui est passée de 38% en 1987 à presque 50% aujourd'hui. Les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont aujourd'hui au dessus de la moyenne, malgré les difficultés économiques qui perdurent au niveau des populations où près de 40 à 50% ces dernières années vivent en dessous du seuil de pauvreté.

En définitive, le rythme élevé de la croissance de la population, la transition démographique encore timide, le taux d'urbanisation, l'exode rural et les difficultés économiques et financières passées et actuelles du pays vont induire certainement des conséquences importantes sur le plan de l'activité économique de la population, notamment une fragilisation des équilibres sur le marché du travail, avec le développement des emplois précaires et une expansion du secteur informel.

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DES INDICATEURS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE BASE

	1976	1984	1987	1996	2001	2004
Population totale (en milliers)	7 636	8 788	10 494	12 919	15 472	
Taille moyenne des ménages (personnes)	5,2	6,03	5,20	5,94	5,0	4,8
Rapport de masculinité (%)	95,9		97,0	96,3	96	96
Âge moyen (ans)	23,5		22,0	22,0		22
<u>Structure par âge (%) :</u>						
Moins de 15 ans	43,4		46,4	44,9		44,6
Entre 15 et 64 ans	52,9		50,2	51,8		51,4
65 ans et plus	3,7		3,4	3,3		3,8
Taux d'alphabétisation (11 ans et +) (%)	67,5		40,5	35,4	67,9	64,8
Taux de scolarisation (6-14 ans) (%)	67,5		73,1	76,3	78,8	79,8*
Incidence de la pauvreté (%)				50,5	40,2	
Indice synthétique de Fécondité (enfant/femme)	6	5,6	5,44			5
Taux d'accroissement de la population (%)			2,89			
Espérance de vie à la naissance (ans)	44,4		53,4	56,7	59	
Taux d'urbanisation (%)	28,5		37,8	46,3	50,1	
Densité (hab./km2)	16,48		22,56	30,20	32,88	

Sources : EBC 1984, RGPH 1976 et 1987, ECAM 1996 et 2001, ESDSC III (2004) , EESI (2005)\*.

## **1-2 Un contexte économique qui limite et réduit la création d'emploi et provoque une augmentation du chômage**

Au Cameroun, les deux dernières décennies ont alterné de 1985 à 1994 une grave crise économique, suivie depuis 1995 et ceci grâce aux différentes réformes économiques et financières engagées par les autorités et aux énormes sacrifices consentis par les populations à un retour sur le chemin de la croissance économique.

La première décennie se caractérise par une période de fortes turbulences qui s'est traduite par des déséquilibres macro-économiques et financiers importants. Suite à des chocs externes d'une ampleur inégalée (accroissement des taux d'intérêt, effondrement des termes de l'échange, des revenus des ménages ayant entraîné la détérioration des conditions et du cadre de vie des populations), le pays est entré à partir de 1985 dans une phase de récession dont il n'est pas encore sorti.

Au cours de la dernière décennie, le Cameroun a renoué avec la croissance économique grâce aux réformes macroéconomiques et budgétaires menées depuis l'exercice budgétaire 1987/1988.<sup>1</sup>

La relance de la coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) va encourager le retour de l'investissement direct étranger.

C'est dans le cadre de ce nouveau programme triennal que les autorités camerounaises vont finaliser le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont une version intérimaire sera été adoptée en août 2000.

Ainsi soumis aux contraintes des Institutions de Brettons Wood depuis 1988, et se trouvant depuis 1997 en situation très favorable du point de vue des succès sur le plan du redressement économique, l'année 2003 devrait être pour le Cameroun la dernière ligne droite vers le point d'achèvement d'abord fixé en 2004, au titre des engagements pris à son entrée dans le cercle des Pays Pauvres Très Endettés (PPTe). Cette étape ne sera atteinte qu'en fin avril 2006. Ce point d'achèvement est supposé être un début de solution au goulot d'étranglement que constitue le poids de la dette et surtout le début d'une ère prospère en ce sens qu'un surcroît de fonds issus de la remise de la dette viendra permettre la mise en œuvre de nombreux projets.

## **1.3 L'incidence de la pauvreté et les ajustements sur le marché de l'emploi**

Ce contexte économique a conduit inévitablement à une déstructuration du marché du travail au Cameroun. La situation de l'emploi et de l'offre des services sociaux s'est ainsi considérablement dégradée avec le développement des emplois précaires et une expansion du secteur informel. Cette situation a limité les effets positifs de la politique de l'emploi en provoquant notamment une augmentation du chômage que ni les nouvelles mesures institutionnelles, économiques et sociales et leurs effets sur le marché du travail n'ont pu contenir à ce jour. De même la crise économique et financière, qui a secoué le pays ces dix dernières années a fragilisé davantage son système d'information socio-économiques en général et plus particulièrement celui basé sur l'emploi et le marché du travail.

Les grandes opérations de collecte sur l'emploi ou ayant un volet sur les activités des populations réalisées ces deux dernières décennies constatent ou confirment les faits suivants :

- l'hétérogénéité des situations au niveau des contextes locaux (urbains ou ruraux) ;
- la complexité croissante des problèmes à identifier et des modes de fonctionnement du marché du travail du fait de leur amplitude, de la diversité des variables à prendre en compte, de leur interdépendance ;

---

<sup>1</sup> Kelodjou (2003)

- l'insuffisance des outils et des concepts disponibles pour appréhender l'emploi (permanent, temporaire ou saisonnier), le chômage, le sous emploi, le secteur informel.

## 2. Mesurer l'activité de la population au Cameroun

L'activité productive ou économique d'une population a pour objectif « de produire les biens et services marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement en espèce ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial ».

Mesurer la participation de la population à la production consiste surtout à donner une vision statistiquement représentative de la quantité, de la qualité de l'emploi et de des conditions d'emploi de la population, de la main d'œuvre et du secteur informel.

### 2.1 Les principales sources d'observations sur l'emploi

Au Cameroun, les données sur l'activité et le marché du travail proviennent principalement des sources suivantes : administratives ou permanentes, recensements et enquêtes auprès des ménages ou des entreprises.

#### 2.1.1 Les recensements et enquêtes

Durant les dix dernières années, les principales opérations de collecte réalisées au Cameroun dans le domaine de l'emploi ou ayant un volet sur l'activité de la population enquêtée ont été les suivantes :

- le Recensement général de la population de 1987 ;
- l'Enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages (enquête 1-2-3) en milieu urbain à Yaoundé, en 1993 et 1994 ;
- la première Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM I) en 1996 ;
- l'Enquête sur les Dépenses des Ménages (EDM) à Yaoundé et Douala en 2000 ;
- la deuxième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM II) en 2001 ;
- L'Enquête sur le Cadre de Vie des populations (CAVIE) de Yaoundé et Douala en 2002 ;
- la troisième Enquête Démographique et de Santé du Cameroun (EDSC-III) en 2004 ;
- l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) en 2005.

Les résultats de l'Enquête Éducation-Emploi (Mungo, Bénoué, Mezam, Mfoundi, Nyong et So'o) ont été très peu exploités au niveau national compte tenu de certaines difficultés méthodologiques (taille de l'échantillon, choix des régions et difficultés d'extrapolation à d'autres régions ou au niveau national).

Toutes ces opérations ponctuelles ont permis de produire un grand nombre d'informations statistiques sur l'état de la population, les conditions de vie des ménages et sur l'emploi. Mais seules l'enquête 1-2-3 de 1993, les enquêtes ECAM de 1996 et 2001 et l'EESI en 2005 se sont intéressées en profondeur à l'emploi et au secteur informel.

#### 2.1.2 Les sources statistiques permanentes ou administratives

Elles sont constituées des fichiers administratifs suivants : les Déclarations statistiques et fiscales (DSF), les statistiques des administrations publiques, et para-publiques (Fonds National pour l'Emploi, l'Observatoire de l'Emploi et la Formation Professionnelle) et des collectivités locales (effectifs employés et salaires). Elles donnent quelques indications sur la main d'œuvre, l'emploi et les salaires.

Les sources permanentes de données sur l'emploi ne sont pas systématiquement exploitées aux fins d'analyse, de publication et de diffusion car elles ne sont pas exhaustives.

Elles ne sont guère utilisables que de façon comparative, pour faire ressortir, par différence, certaines caractéristiques particulières. Quant aux statistiques des bureaux de placement de l'office de l'emploi, relatives aux offres et demandes d'emploi, elles doivent être résolument écartées comme n'étant pas significatives.

Le recensement de population et les enquêtes sur la population active distingue les salariés occasionnels et les permanents, contrairement à la source de l'enregistrement administratif qui ne les font que rarement. L'emploi moderne se limite dont le plus souvent à des emplois permanents.

Le recensement de population par nature exhaustif, ne permet pas, à lui seul, de distinguer clairement la typologie des activités puisque les principaux critères de définition n'y sont pas toujours relevés.

C'est pourquoi, malgré l'existence de nombreuses sources de données les indicateurs les plus pertinents du marché du travail utilisé officiellement continuent de provenir essentiellement des opérations de collecte et plus particulièrement des enquêtes.<sup>2</sup>

## **2.2 Les Méthodologies d'élaboration des statistiques sur l'activité de la population, l'emploi et le marché du travail au Cameroun**

L'analyse comparative des sources des données sur l'emploi est le point de passage obligé de toute estimation macro-économique des activités de la population.

Nous présentons succinctement ici les méthodologies des enquêtes que nous venons de citer plus haut.

Nous ne présenterons ici que les différents types d'échantillonnage utilisé pour les principales opérations de collecte.

---

<sup>2</sup> Kelodjoue (2003)

TABLEAU 2 : TABLEAU SYNOPSIS DE L'ANALYSE DES MÉTHODOLOGIES DES ENQUÊTES SUR L'EMPLOI AU CAMEROUN (1987- 2005)

Enquêtes/ Caractéristiques	Enquête-budget- consommation	RGPH 1987	Enquête- 1, 2,3 de 1993 et 1994	ECAMI 1996	EDM 2000	ECAM2 2001	CAVIE 2002	EESI 2005
Champ	National	National	Ville de Yaoundé	National et 6 strates	Yaoundé et Douala	National	Yaoundé et Douala	National
Périodicité Envisagée au départ	Ponctuelle	Décennale	Annuelle	quinquennale	Ponctuelle	Quinquennale	Ponctuelle	Quinquennale
Période de référence	La semaine précédant le passage de l'agent enquêteur	La semaine précédant le passage de l'agent enquêteur	La semaine précédant le passage de l'agent enquêteur	12 derniers mois occupation 7 derniers jours	12 derniers mois	12 derniers mois 4 dernières semaines	12 derniers mois	La semaine précédant le passage de l'agent enquêteur
Année d'exécution	Septembre 1983 à Août 1984	Avril 1987	Janvier 1993 et Août 1994	Février à avril 1996	Octobre, novembre et décembre 2000	Septembre à décembre 2001	Novembre et Décembre 2002	23 mai au 10 juillet 2005.
Type (unité) d'échantillon	Échantillon de ménage	Tous les ménages	Échantillon d'Ilots (pâtes de maisons et de ménages dans les îlots)	Échantillon d'Ilots (pâtes de maisons) et de ménages dans les îlots	Échantillon d'Ilots (pâtes de maisons) et de ménages dans les îlots	Échantillon de ménage : le ménage est tiré au sort	Échantillon d'Ilots (pâtes de maisons) et de ménages dans les îlots	Échantillon de ménage
Caractéristiques de l'échantillonnage	Tirés de manière aléatoire, à plusieurs degrés	Dénombrement de toute la population à travers les Ménages	Sondage aréolaire stratifié à deux : degrés ; tirage aléatoire d'Ilots (pâtes de maisons) puis tirage de ménages dans les îlots	Sondage aréolaire stratifié à deux degrés	Sondage aréolaire stratifié à deux degrés : tirage aléatoire d'Ilots (pâtes de maisons) puis tirage de ménages dans les îlots	Sondage aréolaire stratifié à deux degrés ou trois selon le milieu de résidence	Sondage aréolaire stratifié à deux degrés tirage aléatoire d'Ilots (pâtes de maisons) puis tirage de ménages dans les îlots	Sondage aréolaire stratifié à deux degrés ou trois selon le milieu de résidence type enquête 1, 2, 3

TABLEAU 2 (SUITE) : TABLEAU SYNOPSIS DE L'ANALYSE DES MÉTHODOLOGIES DES ENQUÊTES SUR L'EMPLOI AU CAMEROUN (1987- 2005)

Enquêtes/ Caractéristiques	Enquête-budget- consommation	RGPH 1987	Enquête- 1, 2,3 de 1993 et 1994	ECAM1 1996	EDM 2000	ECAM2 2001	CAVIE 2002	EESI 2005
Taille de l'échantillon	Taille 6000 ménages dont 5501 Ménages exploités	Tous les ménages	331 foyers 1961 ménages	150 foyers 1733 dont 1710 ménages validés		10992 ménages validés dont 1200 pour chacune des villes Yaoundé et Douala	7500 ménages pour chacune des villes de Yaoundé et de Douala	8540 ménages dont 1400 pour Douala et 1200 pour Yaoundé
Mode d'interview	Interview du Chef de ménage éligible en face- à-face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face- à-face avec un agent enquêteur	Interview de chaque personne éligible (10 ans et plus) face à-face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face à- face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face à- face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face à- face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face à-face avec un agent enquêteur	Interview du Chef de ménages face à-face avec un agent enquêteur
Mode de collecte	Manuel	Manuel	Manuel	Manuel	Manuel	Manuel	Manuel	Manuel
Taux de réponse ou nombre de répondant	5501/6000							8524/8540
Redressements et calages	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Enquête Post Censitaire de couverture	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)	Coefficient d'extrapolation inversement proportionnelle à la taille de la population (ménage)
Population en âge de travailler	Tous âges	Individus âgés de 6 ans et plus	Individus âgés de 10 ans et plus	Individus âgés de 15 à 64 ans	Individus âgés de -6 et (15) et plus	Individus âgés de 15 à 64 ans	Population âgée de 10 ans et plus	Population âgée de 10 ans et plus



TABLEAU 2 (SUITE) : TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE DES MÉTHODOLOGIES DES ENQUÊTES SUR L'EMPLOI AU CAMEROUN (1987- 2005)

Enquêtes/ Caractéristiques	Enquête-budget- consommation	RGPH 1987	Enquête- 1, 2,3 de 1993 et 1994	ECAMI 1996	EDM 2000	ECAM2 2001	CAVIE 2002	EESI 2005
Définition du Chômeur	Sans emploi les 7 derniers jours N'a jamais travaillé	Sans emploi au cours de la dernière semaine de referens, à la recherche d'un emploi pour la première fois	Personnes n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête ayant recherché un emploi au cours du mois précédent l'enquête	Personnes n'ayant pas exercé une activité professionnelle au cours des 12 derniers mois	Personnes n'ayant pas exercé une activité professionnelle au cours des 12 derniers mois	Personne n'ayant pas ayant travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours de la période considérée	Personnes n'ayant pas exercé une activité professionnelle au cours des 12 derniers mois	Toutes personnes éligibles n'ayant pas travaillé pendant au moins une heure au cours de la période considérée
Sous emploi visible			Les personnes qui ont un emploi mais travaillent moins de trente cinq heures par semaine,					Toutes personnes éligibles qui ont un emploi mais travaillent moins de trente cinq heures par semaine,
Sous emploi invisible								Toutes personnes éligibles un emploi mais touchent une rémunération inférieure au SMIG (23 500 F.CFA)

TABLEAU N°2 SUITE : TABLEAU SYNOPSIS DE L'ANALYSE DES MÉTHODOLOGIES DES ENQUÊTES SUR L'EMPLOI AU CAMEROUN (1987- 2005)

Enquêtes/ Caractéristiques	Enquête-budget- consommation	RGPH 1987	Enquête- 1, 2,3 de 1993 et 1994	ECAMI 1996	EDM 2000	ECAM2 2001	CAVIE 2002	EESI 2005
Sous emploi global								Les personnes sous employés plus les chômeurs
Secteur Informel			Ensemble des unités de production qui ne possède pas de numéro statistique ou SCIFE et ou de comptabilité écrite officielle	Ensemble des unités de production qui ne possède pas de numéro statistique ou SCIFE et ou de comptabilité écrite officielle		Le secteur informel est l'ensemble des unités de production de biens et/ou de services et/ou commerciales relevant du secteur privé n'ayant pas de numéro du contribuable et/ou ne tenant pas de comptabilité formelle		Le secteur informel est l'ensemble des unités de production de biens et/ou de services et/ou commerciales relevant du secteur privé n'ayant pas de numéro du contribuable et/ou ne tenant pas de comptabilité formelle

## 2.1 L'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages en milieu urbain à Yaoundé, en 1993 et 1994,

L'échantillon représentatif des ménages à Yaoundé a été constitué à partir d'un tirage aléatoire systématique parmi les ménages dénombrés. Il s'agissait donc d'un tirage aréolaire stratifié à deux degrés, le premier consistant en un tirage d'îlots, le second en un tirage de ménages dans les îlots.

La technique d'échantillonnage sans biais a permis de calculer des intervalles de confiance pour quelques variables clefs et au seuil de 5%.

TABLEAU 3 : COMPARAISON DES VALEURS DE CERTAINS INDICATEURS EN 1993 ET 1994 À YAOUNDÉ

Indicateurs	Valeur (5%) 1993	1994
Population totale	793 000+/-68 000	610 000
Population active	275000+/-290000	296000
Chômeurs	68000+/-9000	54000
Taux d'activité	49,8 % +/-2,1 %	48,6%
Taux de chômage	24,6 +/-2,2	18,2
Taux de salarisation	49,1 +/-3,8 %	44,8 %

Sources : Enquêtes 1, 2, 3 à Yaoundé 1993,1994

Toutefois ces deux enquêtes ont donné parfois des résultats difficiles à justifier notamment en qui concerne l'estimation de la population cible totale et le taux de chômage qui a baissé de 24,6 à 18,4 à Yaoundé entre 1993 et 1994.

## 2.2 Les deux Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages (ECAM I de 1996 et ECAM II de 2001)

En 1996, la taille de l'échantillon au niveau national était de 1 733 ménages repartis dans 150 îlots. Les strates définies à cette enquête étaient les mêmes que celle définies à l'Enquête Budget Consommation 1983/1984.

En 2001, le champ de l'enquête est sur le plan géographique le territoire national divisé en 10 provinces. Comme en 1996, Yaoundé et Douala constitue des strates à part. Chacune des 10 provinces a constituée deux strates, une urbaine et une rurale.

Plus particulièrement, à l'ECAM II de 2001 la taille finale de ménage est de 11 553 ménages donc 1 200 dans chacune des villes de Yaoundé ou de Douala.

Ces deux enquêtes n'avaient pas pour objectif principal la production des indicateurs sur l'emploi et le marché du travail mais plutôt des conditions de vie et des revenus des ménages, mais elles ont réservées chacune une section sur l'activité économique des membres du ménages à tel point qu'à ce jour, les statistiques officielles récentes et crédibles sur le marché.

## 2.3 L'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (EESI) en 2005

L'échantillonnage est stratifié de façon à fournir une représentation adéquate des milieux urbain et rural ainsi que les « douze régions » du pays. La diversité des emplois étant pressentie plus importante en ville, il était normal de consacrer une plus grande représentativité aux deux grandes villes que sont Douala et Yaoundé et dans le reste du milieu urbain<sup>3</sup>. Dans chaque

<sup>3</sup> Ainsi, on s'est proposé d'enquêter un échantillon de 1 200 ménages à Yaoundé et 1 400 à Douala. Pour les 20 autres strates, environ 6 000 ménages ont été enquêtés pour une moyenne théorique de 600 par province. En principe, la répartition des 6 000 ménages entre les provinces s'est faite proportionnellement au nombre de ménages (estimation 2003) de chaque province, moyennant néanmoins quelques corrections selon les particularités de chacune.

province, on a réparti l'échantillon proportionnellement au nombre de ménages de chacun des milieux urbain, semi urbain et rural. De plus, l'on a respecté la contrainte d'un minimum de 130 ménages par strate. Pour atteindre ce minimum lors des analyses, on a enquêté au moins 150 ménages par strate.

Sous cette base et sous la contrainte d'obtenir des résultats extrapolables à tout le territoire, un échantillon national de 8 536 ménages a été sélectionné à deux ou trois degrés selon le milieu de résidence. Dans le milieu urbain constitué des localités de 50 000 habitants et plus, on a tiré au premier degré les unités primaires constituées des Zones de Dénombrements (ZD) à probabilité égales. Au deuxième degré, on a tiré des ménages à probabilité égale après un dénombrement exhaustif de ces ménages dans chaque unité primaire. Dans le milieu rural constitué des localités de moins de 50 000 habitants, le tirage s'est fait à trois degrés. On a d'abord tiré au premier degré les localités d'enquêtes à probabilités inégales, puis au deuxième degré les ZD à probabilités égales (fonction de la taille) et enfin au troisième degré les ménages à probabilités égales.

### 3. Variation des concepts sur l'activité de la population

Les concepts de population active, population occupée et de chômage sont des concepts clés dans la mesure où le volume global de l'emploi informel dépend de leur définition et de l'inclusion ou non de certaines catégories de la population active : travailleurs en dessous de l'âge légal d'activité, activités marginales activités féminines à domicile, du travail des enfants ou des personnes âgées, de la prise en compte du contexte socio-politique et économiques récent, mais aussi et surtout de période de référence.

#### 3.1 Période de référence

L'importance ou le volume de la population active et la population active occupée est fonction de la tranche d'âge minimale retenue ainsi que la durée de la période de référence.

Lorsque la définition de la population occupée fait intervenir deux critères ; celui de la durée de la période de référence et celui de la durée du travail durant la dite période, (ceci pouvant être remplacé par l'activité habituelle, sans référence à une période déterminée) l'augmentation de la durée de la période de référence exerce alors une influence à la baisse sur le taux de chômage qui n'est plus tout à fait comparable.

Dans le milieu rural au Cameroun, la période de référence n'est pas toujours opératoire. En effet l'absence de travail effectif ne correspond pas toujours à une absence d'emploi ou de source de revenu. En principe la question sur le travail habituel ou durant l'année précédente a pour but de corriger ce genre de distorsion (2005).

À l'EESI (2005), le nombre d'heures passées par les individus dans des activités qui ne sont pas considérées comme des emplois, mais qui ressemblent à une forme de travail a permis de savoir si l'individu a travaillé au moins une heure au cours de la semaine écoulée. L'objectif de cette question était de récupérer les personnes qui travaillent effectivement mais ne le déclarent pas spontanément. C'est en particulier le cas des femmes qui, bien qu'elles exercent un emploi ne considèrent pas toujours qu'ils s'agissent d'un « vrai » travail. Ainsi, la notion d'emploi a la primauté sur toute autre (chômeur et inactif). Dans le cas d'un étudiant qui réalise un travail (artiste-peintre, répétiteur). Il est considéré comme actif occupé et doit être déclaré comme tel.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Manuel de l'agent enquêteur EESI, 2005

### 3.2 Problème de mesure de l'activité féminine en zone rurale

Les questions sur l'activité portent en principe sur une période de référence précise (la semaine précédent l'enquête en 2005 ou les 12 derniers mois en 1996 et 2001). La date de l'enquête ou la période de référence n'est pas généralement choisie de façon à éviter les périodes de creux des travaux agricoles. Ce qui permettrait d'éviter l'effet des mouvements saisonniers dans l'agriculture. Ainsi l'activité ou plutôt l'inoccupation pendant la période de référence n'a pas été toujours contrôlée par l'activité habituelle dans toutes les enquêtes. Cette façon de procéder des enquêteurs n'est jamais explicite sur les questionnaires et ne l'est pas toujours dans les instructions, mais il est clair que si l'on se trouve en période de saison morte agricole, il ne saurait être question de saisir un chef sans travail. Mais il est tout aussi clair que cette façon de procéder a pour effet de maintenir les femmes dans leur statut d'inactive car celles-ci de par l'idée qu'elles se font de leur place dans la société ou que s'en font leurs maris qui, le plus souvent, sont en milieu rural ceux qui répondent à l'enquêteur considèrent que leur activité habituelle est de s'occuper de foyer, et dans leur cas, cette inactivité habituelle coïncide avec celle de la période de référence. Et en l'absence d'instructions contraires, l'enquêteur considérera que cette coïncidence correspond à l'idée que lui-même se fait de la femme dans la société.

### 3.3 Comparabilité des concepts de base sur l'emploi et le marché du travail au Cameroun

Il est important de revenir ici sur la définition des principaux concepts sur l'emploi et le marché du travail et tenter leur comparabilité à travers les différentes enquêtes réalisées au Cameroun.

Nous nous limiterons ici à quelques concepts de base utilisés : la population potentiellement active, l'activité, le chômage, et le secteur informel.

La presque totalité des indicateurs clés marché du travail ont comme dénominateur soit la population en âge de travailler (taux d'activité), la population active (Taux de chômage BIT et élargi, taux d'emploi ou d'occupation) ou la population active occupée (taux de sous emploi, taux d'informalisation).

**La population active** est l'ensemble des actifs occupés et des chômeurs.

**S'agissant de la population en âge de travailler**, en 1993 et 1994 à Yaoundé on a retenu 10 ans et plus. En effet quant l'école n'est pas obligatoire jusqu'à 14 ans, le taux de scolarisation faible, et les revenus des ménages très modestes, on peut s'attendre à voir un effectif non négligeable d'enfants de moins de 15 ans entrer sur le marché de travail (et plus particulièrement dans l'agriculture). Cette même tranche d'âge a été retenue à l'EESI 2005.

De même, au Cameroun, le système de sécurité sociale est partiel et fonctionne mal. De ce fait, des personnes en retraite peuvent également rester sur le marché du travail.

Toutefois aux Enquêtes ECAM de 1996 et 2001, c'est la tranche d'âge de 15 à 64 ans qui fut retenu.

**La population occupée** fait intervenir deux critères : celui de la durée de la période de référence et celui de la durée du travail durant la dite période.

En tout état de cause, la comparabilité de la population occupée est rendue difficile en raison de la variabilité de la période de référence : pour être considéré au travail, il fallait avoir travaillé au moins 1 heure au cours des 12 derniers mois en 1996 et 2001, avoir travaillé ne fût-ce qu'une heure au cours de la semaine précédent l'interview en 2005.

Le chiffre de 2005 est sans doute sous-estimé du fait de la période de référence. Il s'agit d'une occupation « instantané », mais on ne peut dire dans quelle mesure. Et seules les données de 1993, 1996 et 2001 restent comparables au regard de la période de référence.

De même, la prise en compte de certains marginaux n'est pas évidente. En 1996, les travailleurs marginaux plus particulièrement les ménagères ayant exercées une activité particulière n'ont pas été clairement inclus dans la population occupée.

En 2001 des efforts ont été fait pour prendre en compte les travailleurs marginaux et notamment les femmes qui s'adonnent aux travaux ménagères chez elles et ont autres activités économiques (agriculture, commerce, ou autre, ...). Les élèves et étudiants qui ont travaillé au cours de la période de référence, les personnes vivant uniquement de revenus périodiques générés par un capital ou une rente à l'exemple des retraités, des rentiers, bailleurs ainsi que les vieillards, handicapés physiques ou mentaux et autres invalides qui ne peuvent pas/plus travailler du fait de leur état ayant exercées une activité économique au cours de la période de référence ont été inclus dans la population occupée.

La définition ne renvoie pas à la qualité de l'activité. Il faut seulement avoir travaillé dans n'importe quel secteur (formel ou informel) une heure pendant la semaine de référence.

Au Cameroun, le Secteur Informel (SI) est l'ensemble des unités de production de biens et/ou de services et/ou commerciales relevant du secteur privé n'ayant pas de numéro du contribuable et/ou ne tenant pas de comptabilité formelle.

La population occupée dans le secteur informel<sup>5</sup> dans les enquêtes citées plus haut est définie comme comprenant toutes les personnes qui étaient pourvues d'un emploi<sup>6</sup> dans au moins une unité de production du secteur informel. Le secteur informel apparaît aussi comme est un lieu de refuge pour des vrais chômeurs et non un choix ou une option parmi tant d'autres.

### *Le Chômage*

L'indicateur produit actuellement au Cameroun et utilisé dans les comparaisons internationales, est celui du BIT (Bureau international du travail). Il est calculé à partir d'un échantillon de personnes sur une période de référence (une semaine).

Selon cette définition, est chômeur tout individu de l'échantillon qui :

- n'a pas travaillé (même pas une heure) pendant la semaine de référence ;
- est immédiatement disponible ;
- montre d'une façon ou d'une autre qu'il est à la recherche active d'un emploi.

Cependant, l'utilisation de cet indicateur n'est pas aisée, elle pose plusieurs problèmes.

En effet, les résultats des principales enquêtes menées ces dernières années affichent un taux de chômage *nettement plus faible que celui de la plupart des pays développés européens*. Pourtant, chaque chef de ménage « pense » abriter au moins deux chômeurs sous son toit et que les rues sont bondées de vendeurs à la sauvette. Sans aucun doute la part de la population qui subsiste grâce à de « petits boulots » est très importante (les uns et les autres exerçant dans le secteur informel). Il est difficile de voir dans cette situation le résultat d'un choix délibéré face à l'alternative qui est celle d'être employé à plein temps aux taux de salaire courant.

Par ailleurs, il est difficile de prouver au Cameroun où l'assurance chômage est presque inexistante et les populations peu informées qu'on est à la recherche active d'un emploi. Ainsi, le chômeur qui ne peut prouver qu'il a recherché activement un emploi pendant la période de référence entre dans la catégorie des « chômeurs découragés », et sort ainsi du calcul du taux de chômage. Par ailleurs, l'inscription sur une liste de demandeurs d'emploi ne garantit pas que

---

<sup>5</sup> Cireur de chaussures, échoppes, vendeurs à la sauvette, petites fabrication et artisanat, transformation des produits alimentaires, réparation de voitures d'électroménager, transport de passagers ou de matériaux, construction artisanale et rénovation de logements, micro crédits et petits bureaux de change).

les individus effectuent réellement des démarches de recherche d'emploi. Inversement, les personnes recherchant activement un emploi peuvent très bien n'être inscrites nulle part.

Les chômeurs découragés ou ayant versés dans le sous emploi échappent à cette définition du BIT.

Ainsi, dans la plupart des pays sous PAS le nombre de personnes au chômage et le taux de chômage ne donnent pas des informations essentielles sur le fonctionnement et l'efficacité du marché du travail. *Ceux qui se déclarent parfois chômeurs sont obligés de pratiquer des activités temporaires pour compléter l'aide familiale. Cette ou ces activités temporaires leur fournissent des revenus qui cumulés au cours d'un mois peuvent parfois équivaloir au Salaire Minimum Interprofessionnel Garantie (SMIG)<sup>7</sup> ou au quart de salaire qui lui serait servi s'il exerçait un emploi équivalent à son grade actuel.*<sup>8</sup>

Au Cameroun, en se limitant strictement à cette définition on obtient un taux de chômage de 4,4% en 2005. Ce taux de chômage national ne donne aucune information sur la mobilité du travail qui renseigne sur le dynamisme sur le marché du travail. Utilisé tout seul il ne permet pas de définir le fonctionnement du marché du travail. Car la définition de ce concept ne fait pas référence à la qualité du travail menée ni au problème de l'adéquation formation emploi. (Tedou, 2005). De même suivant cette définition, il est difficile de trouver quelqu'un en milieu rural qui ne fait rien.

Les taux de chômage au sens du BIT dans les pays sous ajustements structurels n'ont ainsi aucune signification s'ils ne sont couplés pas à des indicateurs comme : le sous emploi invisible (chômage déguisé) ou visible<sup>9</sup>, ou totale, le taux de salarisation, et d'informalité. Les taux de chômage par grands groupes d'âges : des jeunes de 15 à 25 ans selon le niveau scolaire.

Parmi les autres éléments qui aident à comprendre le chômage, ou indicateurs qui permettent de mieux appréhender le chômage ou les caractéristiques du chômage il y a : la durée moyenne du chômage le nombre d'heures de travail par semaine, le niveau de rémunération et l'exercice ou non d'une ou plusieurs activités complémentaires sont des aspects pertinents qui doivent être associés au taux de chômage pour une analyse plus complète de la situation du chômage dans les pays sous ajustement structurels. Car le chômage ne constitue pas la seule forme de sous utilisation de la main d'œuvre. Il y a un grand nombre d'actifs dont la force de travail n'est pas suffisamment mise en valeur ou qui ne reçoivent pas une rémunération conforme à leur niveau de compétence.

## 4. Analyse de l'effet des variations des concepts

### 4.1 Préalables méthodologiques et conceptuelles à l'utilisation chronologique et comparative des sources

La mise en cohérence de données issues de diverses sources et parfois s'enchevêtrant les uns sur les autres s'avère être un exercice délicat en raison des différences notables dans les objectifs comme les définitions de concepts utilisés et dans les méthodes de collecte. L'observation de l'emploi nécessite de prendre pour unité d'observation le ménage car c'est par exemple dans les ménages qu'on a plus de chance de saisir les chômeurs dans un pays où le système formel bien que existant ne fonctionne pas normalement. Il permet ainsi à la fois d'observer la population active occupée, la population active en recherche d'emploi ou la population inactive, et d'éviter les problèmes que poserait sur ce sujet une enquête auprès des entreprises ou des établissements (non exhaustivité, double comptes du fait de la multi activité

<sup>7</sup> Le SMIG vaut actuellement 23 500 FCFA

<sup>8</sup> S. Kelodjoug, (2003)

<sup>9</sup> C'est la situation d'un actif occupé qui travaille moins de 35 heures par semaine.

de certains travailleurs, sous déclarations des employeurs, etc.). Ceci permet d'atteindre la frange importante des emplois du secteur informel non visibles tels que les travailleurs ambulants ou à domicile.

L'évaluation de l'activité économique des individus est quant à lui plus réaliste dans l'établissement ou l'entreprise. Il permet lorsqu'elle est menée sur le lieu d'exercice de contrôler les déclarations de l'entrepreneur par l'observation directe. Elle permet également pour des entreprises de taille moyenne ou grande de collecter les informations auprès des différentes personnes selon leurs compétences et leurs fonctions.

Bien qu'il existe une convergence pour témoigner d'une montée du chômage, les instruments de collecte existant ne parviennent pas à toujours à l'appréhender correctement. Aucun instrument ne permet de mesurer l'écart éventuel des estimations qu'elles fournissent avec la réalité. En ce qui concerne la mesure de l'emploi et du chômage, les différences entre les résultats d'enquêtes s'avèrent minimales. Parmi les principales difficultés on peut relever : la non harmonisation des méthodologies et des concepts la variation des concepts et des méthodes ayant présidées à leur réalisation, la faiblesse dans la coordination des principaux acteurs du système de production des statistiques sur le marché du travail (organismes chargées des questions de l'emploi), et la faible mobilisation des ressources financières et techniques.

De même l'existence de nombreuses sources d'information sur l'emploi et le chômage, et leur utilisation hâtive et négligente sans précautions élémentaires relatives aux concepts, définitions et méthodes utilisés, sont la cause d'une grande confusion et de nombreux contresens dans l'interprétation d'un phénomène dont l'importance et la gravité devraient susciter plus d'objectivité.

Le rassemblement des informations issues des différentes sources de données sur l'emploi dans les secteurs public, privé, et parapublic, formel et informel ne nous permet pas de suivre l'évolution globale, mais du moins de déceler l'évolution de certains indicateurs dans le temps et l'espace. La raison est toute simple, les enquêtes et sources administratives n'ont pas les mêmes objectifs ni les mêmes bases de sondages. Les méthodologies ainsi que le champ couvert différent et la plus part du temps nous ne disposons pas toujours des indications précises des auteurs de ces données pour pouvoir apprécier. De ce fait, ce que nous pouvons déceler comme une évolution peut être le fruit de la taille de l'échantillon ou de définition d'un concept.

De même les enquêtes ne produisent pas les mêmes indicateurs et sous la même présentation. Ce qui rend difficile la constitution des séries d'indicateurs sur une longue période et leur comparaison.

Mais même si l'interprétation des indicateurs sur l'activité issus des recensements de population et des enquêtes présente des difficultés, l'étude des phénomènes de l'emploi et du chômage ne pourrait se limiter à l'analyse de la situation à un moment donné. La dynamique du phénomène est un élément primordial de sa maîtrise.

#### **4.2 L'effet des variations des concepts sur les valeurs des indicateurs clés du marché du travail**

L'analyse du marché du travail permet de décrire les caractéristiques de l'activité et leur répartition, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur et les causes du sous-emploi, les déterminants de l'offre de travail et les différentes formes d'inégalités sur le marché du travail.

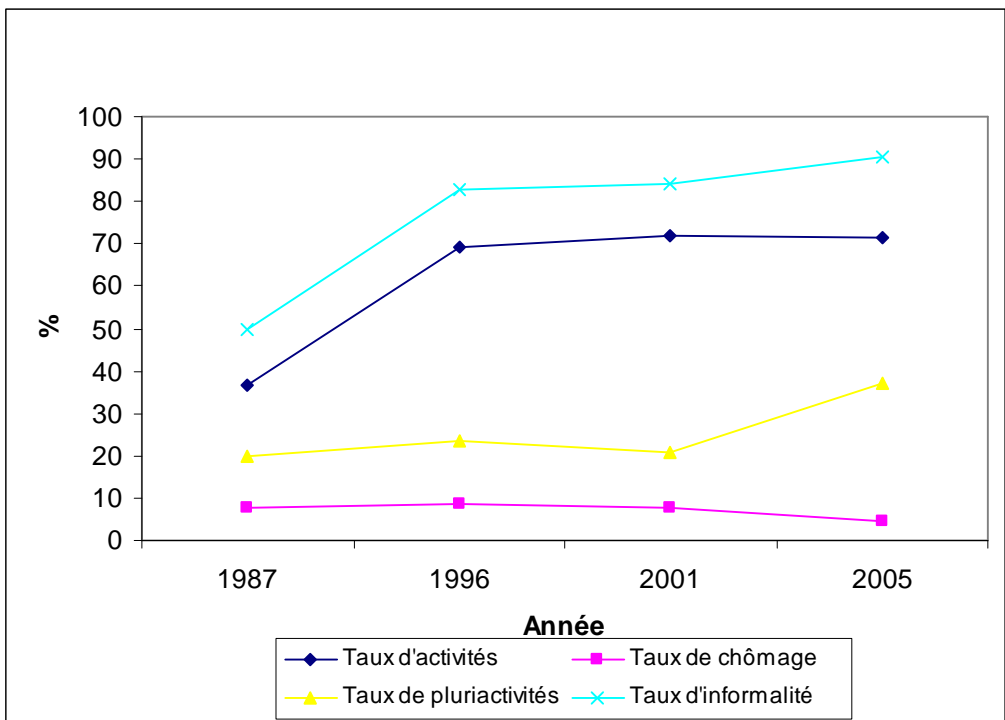
L'analyse de l'offre de travail au cours des vingt dernières années au Cameroun révèle :

- une hausse du taux d'activité entre 1987 et 2001, et entre 2001 et 2005 un léger de fléchissement surtout parmi les femmes ;



- le fléchissement du chômage en 2005 après une longue période de forte remontée (1987 à 2001) avec cependant une situation toujours préoccupante pour les jeunes (15-19 ans), les femmes et les diplômés ;
- le développement, et l'expansion secteur informel qui devient le principal pourvoyeur d'emplois ;
- la faiblesse du taux de « salarisation », ce qui traduit la précarité de la majorité des emplois créés notamment dans le secteur informel (18 % en 2005) ;
- le renforcement de la pluri et de la multi-activité avec la diversification des formes d'emploi atypiques (37 % en 2005). Le taux de pluri-activité, est d'environ 37%. Ce niveau particulièrement élevé traduit la volonté des populations de diversifier leurs sources de revenu dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie ; mais dans certains cas pour prévenir une éventuelle perte de l'emploi principal ;
- le sous-emploi globalement <sup>10</sup> touche 75,8% des travailleurs avec le sous-emploi visible (12,7%), le sous-emploi invisible (69,3%).

FIGURE 1 : ÉVOLUTION DES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU CAMEROUN (1987-2005)



Les taux d'activité peuvent avoir crû (jusqu'en 2001) pour deux raisons au moins. La première, c'est qu'il pourrait s'agir d'un redressement du marché du travail qui se remet à créer des emplois après une période de dépression économique. Cet effet positif a dû pousser les personnes qui s'étaient retirées du marché par découragement (et notamment les femmes au foyer) à se représenter en masse, entraînant ainsi une pression à la hausse des taux d'activité.

<sup>10</sup> Il s'agit soit du sous-emploi visible, du sous-emploi invisible ou du chômage.

La seconde raison est qu'à la suite d'une forte dépression économique qui a induit une baisse importante des revenus, beaucoup plus de personnes ont été amenées à se présenter sur le marché du travail en vue d'améliorer leur situation.

En 2005, la décroissance peut être surtout attribuée à la modification de l'âge d'entrée au travail.

Une forte dégradation du marché du travail, source de tensions, qui se manifeste par une explosion quantitative du chômage et un changement de la nature de celui-ci au cours du temps (2005).

Cette dernière observation montre bien qu'étant revenu sur le marché du travail suite à l'annonce du retour de la croissance, les chômeurs découragés semblent repartir après avoir constaté que malheureusement ce marché ne crée pas encore d'emplois.

L'augmentation de la durée de la période de référence au Cameroun (1996, 2001) exerce une influence à la baisse sur le taux chômage qui n'est plus tout à fait comparable avec le chômage « instantané » (2005).

La baisse drastique du taux de chômage au Cameroun pourrait essentiellement s'expliquer par l'accroissement inédit du secteur informel. La plupart des personnes interrogées sur cette question déclarent le plus souvent « se débrouiller » pour survivre en se consacrant à des emplois informels.

Le secteur informel comme relevé en 1993 (Enquête 1-2-3) et 1996 (ECAM I) est celui qui concentre le plus d'actifs. Il demeure le principal pourvoyeur d'emplois dans les grandes du pays. Il absorbe encore aujourd'hui (EESI, 2005) au niveau national 90% de la population occupée contre seulement environ 10% au secteur formel. Cette répartition ne semble pas avoir changé par rapport à son niveau de 1996. Le secteur informel s'est donc tassée au cours des dix dernières années, ce qui tendrait à confirmer la thèse souvent avancée selon la quelle la crise économique est un facteur de l'expansion de l'informel (Lautier ;1994).

## Conclusion

Le débat actuel sur l'éventuel retour à l'équilibre du marché de travail se limite trop souvent à une approche de court terme qui tend à masquer le poids des interactions antérieures entre acteurs et institutions dans les changements en cours. Certes les mesures d'ajustement structurel tendent à « raser » les réseaux anciens constitués entre acteurs sociaux de même que les formes institutionnelles issues de ces réseaux basé sur le dualisme chronique secteur rural agricole et secteur urbain « moderne » ou domine aujourd'hui l'informel.

Les programmes d'ajustements structurels ont contribué à aggraver objectivement la situation de l'emploi au Cameroun. Ces mesures ont aussi renforcées la marginalisation du monde agricole. Certes on ne peut pas négliger la capacité de résistance qu'offre l'agriculture d'autosubsistance par rapport à l'agriculture « monétarisée » dans le cadre de l'ajustement.

Le principal problème d'emploi au Cameroun ne serait pas seulement le chômage mais l'existence d'un grand nombre « de pauvres qui travaillent parfois de façon temporaire ou saisonnièrement », dans la production de biens et services, mais dont les activités ne sont pas reconnues, enregistrées, protégées ou régulées par les autorités publiques.

C'est là une preuve, que les concepts et méthodes utilisés au Cameroun ont surtout été élaborés pour saisir des situations essentiellement urbaines, permanentes et salariées.

Ces quelques exemples montrent que face à la diversité des sources d'information statistique et de leurs possibles utilisations, il devient indispensable de mettre en place un système de mesure de l'emploi qui tienne compte des carences actuelles et qui harmonise les concepts et méthodes de collecte et d'analyse.

Ceci ne devrait pas nous amener à conclure que l'indicateur du chômage est devenu l'objet d'une manipulation, mais on doit bien plutôt considérer que le traitement des populations actives marginales dans les statistiques de l'emploi et du chômage cherche encore sa voie.

Les taux d'activités entre 2001 et 2005 se sont accrues, mais pour qu'elle qualité de l'emploi.

De même, si 4,4% de camerounais sont en chômage, 76,6% sont en situation de chômage déguisé, 80% sont dans le secteur informel, 9% seulement en possession d'un contrat de travail et 18% sont salariés.

Au Cameroun, si l'on veut appréhender la situation du marché de travail il faut savoir que sur 4 actif 3 sont en situation de sous emploi lequel est prédominant dans le secteur informel agricole. 9 camerounais sur 10 en activité le sont dans le secteur informel. Plus on est diplômé, plus on hésite au début de rentrer dans le SI. C'est quand toutes les démarches sont épuisées qu'on s'y résigne.

Ainsi le taux de chômage du BIT doit être utilisé en prenant en compte d'autres éléments même formels, l'existence d'un contrat avec l'employeur, et aussi la situation très précaire de ses activités.

Les personnes en situation de sous emploi invisible ne se considèrent pas eux comme ayant un emploi, alors que la définition du chômage les en écarte. Les chômeurs découragés qui peuvent ne pas être appréhendés au cours d'une enquête restent avant tout des chômeurs. Ils sont prêts à se présenter dès qu'une offre emploi est lancée.

La situation des jeunes : ce sont les plus touchés plus de 2 fois la moyenne nationale. Les diplômés le sont 4 fois plus au sens du BIT c'est-à-dire qu'on n'y met pas les personnes en chômage déguisé ou découragés.

Ainsi compte tenu de la traduction partielle de la réalité par cet indicateur (taux de chômage) on doit recourir à d'autres indicateurs qui viennent éclairer cette situation.

En effet, les données des enquêtes effectuées au cours des dix dernières années au niveau national permettent d'appréhender avec une précision suffisante les niveaux et les structures des différents agrégats dans lesquels s'articulent les forces de travail, à condition que les analyses soient limitées à des niveaux d'une certaine importance. À l'échelon régional, toutefois ces résultats ne peuvent être entachés d'une erreur d'échantillonnage considérable, même pour des groupes de population relativement importants.

Il est aussi difficile d'obtenir une comparabilité parfaite des données des différentes opérations entre elles d'abord et au niveau international sauf en ce qui concerne l'EESI 2005 avec des enquêtes similaires réalisées dans les pays membre d'Afristat. La comparabilité des résultats des enquêtes successives pourrait être acquise ou améliorée en :

- stabilisant notamment le contenu des enquêtes et en augmentant leur fréquence ;
- veillant à conserver la structure initiale, la répartition géographique de l'échantillon : si une grappe un ménage de l'échantillon n'a pu être atteinte ou enquêtée pour plusieurs raisons, il est remplacé par le ménage qui lui succède immédiatement sur la liste des ménages dénombrés dans le même segment ;
- contrôlant les variations saisonnières de certaines activités économiques : la collecte des données devrait s'étaler sur une période relativement longue sur tout en ce qui concerne le secteur informel ;
- évaluant l'influence des erreurs d'échantillonnage ou d'autres erreurs (de codification des enquêteurs) sur l'exactitude des résultats ;

- faisant accroître autant que possible les taux de réponse et obtenir les informations requises de manières aussi exactes que possible.

Enfin au niveau de l'analyse, les taux d'activités, d'occupation et de chômage devront pour traduire la réalité être couplé avec d'autres indicateurs comme le taux d'informalité, le sous emploi invisible et visible, la durée du chômage désagrégé par âge, sexe et autres caractéristiques socioculturelles (éducation) et économique ou même d'autres éléments plus formels comme, l'existence d'un contrat avec l'employeur.

## BIBLIOGRAPHIE

- BACKINY YETNA (P.), 1993. Les déterminants de l'offre de travail à Yaoundé, DSCN-DIAL, Yaoundé, 39 p.
- CHARMES (J.), 1990. «Deux études su l'emploi dans le monde Arabe », les Dossiers du CEPED n° 11,37 pages
- CHERNNYSHEV (I.), 1997. « Measuring employment and unemployment through labour force surveys in transition countries: methodology and data in Bulletin of Labour Statistics », 1997-4.
- DNRGPH, 1987. « Deuxième Recensement Général de la population et de l'habitat », MINPAT, DEMO87, Volume II- Résultats bruts, République du Cameroun, Yaoundé.
- DSCN/MINPAT, 1976. « Recensement Général de la population et de l'habitat d'avril 1976 » ; vol II : Analyse des activités économiques de la population, Yaoundé.
- DSCN/MINEPAT, 1989. « Enquête Nationale Budget-Consommation auprès des ménages » : Vol. 1 : « Principaux résultats sur les caractéristiques socio-démographiques, l'habitat et les biens durables, la structure des dépenses, l'autoconsommation alimentaire, la distribution des revenus », Yaoundé, Octobre 1989.
- DSCN/DIAL, 1994. « Conditions d'activité à Yaoundé », Yaoundé.
- DIAL/DSCN/MINPAT, 1993. « Conditions d'activité de la population de Yaoundé, Enquête 1.2.3 Enquête 1, 2, 3. Premiers résultats, phase 1 », Yaoundé, juin 1993.
- DSCN, 1996. « Femmes, pauvreté et marché du travail en 1996 », Volume II-Tome 4 Décembre 1996, Yaoundé.
- DSCN/MINEPAT, 1989. « Enquête Nationale Budget-Consommation auprès des ménages : Vol. 2 : Tableaux statistiques », Yaoundé, avril 1990.
- DSCN/MINEFI, 1997. « Conditions de vie des ménages au Cameroun en 1996 », MINEFI, ECAM I, Volume II- résultats, Yaoundé, 81 p.
- DSCN, 2002. « Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001 », MINEFI, ECAM II, Yaoundé, 80 p.
- DSCN, 2001. « Évolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001 Décembre 2002 », Yaoundé.
- DSCN, 2001. « Pauvreté et marché du travail au Cameroun en 2001 » Décembre 2002, Yaoundé.
- DSCN/MINEFI, CREFA/Uni/LAVAL, 1995. « Scolarisation et conditions d'activité au Cameroun : le cas de cinq départements Premiers résultats » (version provisoire), Yaoundé août, 1995, 30 p.

- DSCN/MINEFI, 2001. « Enquête sur les dépenses des ménages à Yaoundé et Douala », Résultats sur la situation d'activité des populations, Yaoundé.
- INACK (S.), NKWAYEP (R.), NDIFFO (J.), DACKAM NGATCHOU (R.), 1992. « Pauvreté et marché du travail urbain au Cameroun : le cas de Yaoundé », IIES, 1992.
- INS, 2004. « Enquête Démographique et de santé au Cameroun 2004 », ORC Macro 323 pages.
- INS, 2003. « Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et de Douala en 2002 » (CAVIE) Volume II A : Résultats pour la ville de Yaoundé, Yaoundé.
- INS, 2005. « Enquête sur l'Emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI) en 2005. Phase 1 : Enquête sur l'emploi, Rapport Principal, décembre ,2005.
- KELODJOUÉ, (S), 2003. Collecte, synthèse et diffusion des données sur les indicateurs d'analyse du marché du travail et les statistiques du travail en général au Cameroun, rapport final, BIT Yaoundé, Décembre 2003.
- KELODJOUÉ (S.), 1989. « Dynamique démographique, évolution des systèmes agraires et productions agricoles dans les zones à fortes densités rurales du Cameroun » in les Annales de l'Iford ; V.13 (1), juin 1989, p.81-111
- LACHAUD (J-P.), 1998. Modélisation des déterminants de la pauvreté et marché du travail en Afrique : le cas du Burkina Faso, Centre d'économie du développement Université Montesquieu-Bordeaux IV France, Document de travail N°32, 45p.
- LAUTIER (B.), 1994. L'économie informelle dans le tiers monde, Repères, La Découverte, Paris, 125p.
- MINEFI, 2000. « Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté », Yaoundé.
- TEDOU (J.), 2005. « Présentation de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le secteur Informel en 2005», INS juin 2006, Yaoundé.

## ANNEXE 1 : Synthèse des Principaux concepts sur l'emploi au Cameroun

**Population en âge de travailler** : Ensemble d'individus âgés de 10 (15) ans et plus ou 15 à 64 ans.

**Population potentiellement active** : Population en âge de travailler.

**Population active** : Ensembles des actifs occupés et des chômeurs.

**Actif occupé** : Personne exerçant une activité ou ayant exercé une activité économique au moins une heure pendant la période de référence.

**Chômeur (BIT)** : Personne sans emploi, ayant cherché du travail durant les quatre dernières semaines et disposée à l'occuper immédiatement si elle en trouve.

**Chômeur découragé** : Personne sans emploi, n'ayant pas cherché du travail durant les quatre dernières semaines mais disposée à occuper un poste si on le lui propose.

**Chômage élargi** : Chômeurs BIT et chômeurs découragés.

**Inactif** : Personne sans emploi, ne cherchant pas de travail et n'étant pas disposée à travailler si on le lui propose.

**Durée de chômage** : C'est la durée pendant laquelle les chômeurs n'ont pas eu accès à un véritable emploi que la véritable durée du chômage, où les individus n'auraient pas exercé la moindre activité, même la plus marginale.

**Le sous emploi** : Les personnes qui ont un emploi mais travaille moins de trente cinq heures par semaine, soit moins de 7 heures par « jour ouvrable ou touche une renumérotation inférieure au SMIG (23 500 F.CFA) ».

**Secteur informel** : Ensemble des unités de production et/ou commerciales n'ayant pas de numérosatistique/contribuable et/ou ne tenant pas de comptabilité formelle.

**Taux d'activité** : Rapport de la population active à la population en âge de travailler.

**Taux d'occupation** : Rapport du nombre d'actifs occupés à la population active.

**Taux de chômage BIT (resp. élargi)** : Rapport du nombre de chômeurs BIT (resp. élargi) à la population active.

**Taux de salarisation** : Rapport du nombre de salariés à la population active occupée.

**Taux d'informalisation** : Rapport du nombre d'actifs du secteur informel à la population active occupée.

**Rapport de dépendance** : Rapport de la taille du ménage sur le nombre d'actifs occupés du ménage. Il permet de voir dans un ménage le nombre de personnes à la charge d'un actif occupé.

**Taux de sous-emploi** : Rapport du nombre d'actifs occupés travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine à la population active occupée ou touche une renumérotation inférieure au SMIG (23 500 F.CFA).

**Secteur Informel** : sorte de concept pour décrire diverses activités de production de biens et services desquelles les individus tirent emploi et revenus. Ces activités sont entreprises en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées, plutôt que de maximiser le profit où le retour des investissements comme cela est typiquement le cas dans le secteur formel. Les conditions dans lesquelles ces activités apparaissent, et les contraintes sous lesquelles elles sont exercées, leur confèrent certaines caractéristiques. Elles sont informelles en ce sens que pour la plupart elles ne sont ni consignées ni enregistrées dans les statistiques officielles, et qu'elles s'opèrent sur une très petite échelle et avec un faible niveau d'organisation. La majorité d'entre elles impliquent un très faible niveau de capital, de productivité et de revenu. Elles tendent à avoir peu ou pas d'accès aux marchés, aux institutions de crédit, à la technologie moderne, à l'éducation formelle et aux outils de formation, et à nombre de services et aménagements.

Ce phénomène s'explique par l'incapacité des autres secteurs de l'économie rurale (agriculture ou autres activités du secteur rural) d'une part, et industrie et services modernes d'autre part fournir les opportunités d'emploi ou de revenu adéquates pour une force de travail en croissance rapide.

**ANNEXE 2 : ABBREVIATIONS**

**BIT** : Bureau International du Travail

**BM** : Banque Mondiale

**CAVIE** : Enquête sur le Cadre de Vie des populations

**DIAL** : Développement des Investigations A Long Termes

**DRSP** : Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté

**DSCN** : Direction de la Statistique et de la Comptabilité nationale

**EBC** : ' Enquête Budget-Consommation

**EDM** : Enquête sur les Dépenses des Ménages

**EDSC III** : la troisième Enquête Démographique et de Santé du Cameroun

**EESI** : Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel

**ECAM** : Enquête Camerounaise Auprès des Ménages

**ECAM II**: Deuxième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages

**FMI** : Fonds Monétaire International

**FNE** : Fonds National de l'Emploi

**INS** : Institut National de la Statistique

**OIT (ILO)** : Organisation Internationale du Travail

**PAS** : Programme d'Ajustement structurel

**PPTE** : Pays Pauvre Très Endettés

**RGPH** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat